

d'Allemagne aux U.S.A., de Belgique à la Bolivie. Pourquoi l'âpreté de cette campagne qui coupe tous les ponts avec les bourgeoisies nationales éloignant des staliniens une partie de leurs alliés, libéraux petits-bourgeois - (Wallace, par exemple, a désavoué la déclaration du P.C. des U.S.A.) permettant à la bourgeoisie des mesures de répression ? La grande idée est de "tenir" et de tenir jusqu'à la crise économique américaine. "Le déclenchement d'une guerre, dans les conditions de développement des luttes intérieures - écrit Duches dans le N° de février de Démocratie Nouvelle, - comporte pour eux (U.S.A.) des risques évidents encore que, par contre, l'aggravation des difficultés intérieures et l'impossibilité de trouver une solution, pousse à la guerre... autant il est faux de croire que le danger de guerre s'éloigne en raison des difficultés que rencontrent les impérialistes, autant il est faux de croire que ce n'est pas possible de faire échec au plan des fauteurs de guerre". Donner de nouveaux délais à l'URSS, seule l'action des masses populaires peut le permettre. Il importe peu que les objectifs fixés ne correspondent pas à l'état du mouvement ouvrier, la caractéristique du stalinisme est d'être prêt à sacrifier ce dernier pour satisfaire les intérêts immédiats de Staline.

Dans ce sens les déclarations de Thorez et des autres chefs staliniens prennent leur sens. Elles sont d'abord une mesure de chantage à l'égard de leurs bourgeoisies respectives. Elles ont surtout pour but de raidir les organisations staliniennes, de mettre fin à toutes les séquelles du cours précédent de collaboration, d'impulser leur campagne "contre la guerre". Cette campagne prend en France un double aspect : d'une part la création de mouvements anti-guerre avec des politiciens ou des intellectuels petits-bourgeois sous le slogan réactionnaire de l'"indépendance nationale", "combattants de la paix et de la liberté" "congrès mondial contre la guerre", l'autre par dans l'impulsion d'actions populaires et surtout ouvrières, on a même vu des grèves pour "la paix".

III. RAPPORTS ENTRE LA DIRECTION STALINIENNE, LA BASE DU P.C.F. et LA CLASSE OUVRIÈRE

Tout d'abord, nous devons toujours avoir présent à l'esprit le caractère international de la crise du stalinisme. Il doit être possible d'affirmer, sans risque d'erreur, que cette crise est la plus sérieuse que, sur le plan international, ait subi le stalinisme. Le fait que la crise est internationale prouve qu'il ne s'agit pas d'un aspect épisodique, donc secondaire de la vie des organisations staliniennes, mais bien d'une usure de tout le système. Les articles de Frank dans la Vérité ont, sur ce sujet, apporté l'essentiel.

Nous avons déjà cité, en ce qui concerne la crise du P.C.F., tant dans la Vérité que dans les notes politiques, une série d'exemples qu'il est inutile de citer à nouveau.

La crise prend ses aspects concrets dans :

- une baisse des effectifs du P.C.F.

Lors des derniers congrès, lorsque le P.C.F. était en montée, sa direction a fourni des chiffres précis sur les effectifs. Le bulletin intérieur édité pour la prochaine conférence nationale (9 - 10 Avril) pourtrait entièrement consacré aux questions d'organisation ne les donne pas. Incidemment il est dit, pourtant, que la Fédération de la Seine Inférieure a 7.173 adhérents. Cette fédération comptait 8.500 membres en Décembre 1946 et 10.000 en Juillet 1947. La perte est donc de l'ordre de 30 %.